



CENTRE DE RECHERCHE
SUR LE CONGO-KINSHASA

La déclaration de Tianjin et les enjeux de souveraineté et de stratégie pour l'Afrique

Par Esimba Ifonge

CERECK.ORG | DECEMBRE 2025
Influencer & Améliorer les décisions publiques. Pour la RDC et l'Afrique.



RESUME

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La Déclaration de Tianjin (issu du sommet de l'Organisation de Coopération de Shanghai de septembre 2025) officialise l'émergence d'un ordre mondial multipolaire centré sur l'Eurasie. Cette architecture alternative, basée sur l'équité et le développement commun (l'« Esprit de Shanghai »), remet en cause l'hégémonie occidentale (OTAN, Bretton Woods). Pour l'Afrique, cette déclaration représente une opportunité stratégique majeure de concrétiser son autonomie politique en souveraineté économique, numérique et sécuritaire. Le continent doit répondre par une stratégie commune de l'Union Africaine pour tirer profit de ces alternatives de financement sans conditionnalités, renforcer son intégration (ZLECAF), et s'affirmer comme un pôle de décision actif plutôt que comme un simple réceptacle des stratégies externes. L'enjeu est de mobiliser la diversification des partenariats (OCS, BRICS) pour construire son propre destin.

LE CONTEXTE

La Déclaration de Tianjin de septembre 2025, affirme un monde multipolaire s'opposant aux structures de l'après seconde guerre mondiale de 1939-1945. Elle est un manifeste pour un multilatéralisme fondé sur l'équité, face aux frustrations du «Sud Global» sur les déséquilibres de pouvoir.

L'ANALYSE

Tianjin offre à l'Afrique un contrepoids crédible aux institutions traditionnelles, formalisant des alternatives de financement (Banque de Développement de l'OCS) potentiellement dénuées de conditionnalités politiques. L'OCS promeut la souveraineté (économique, numérique) en rejetant les sanctions unilatérales et en favorisant la coopération endogène (sécurité, numérique).

LES PERSPECTIVES

L'Afrique doit saisir cette opportunité pour construire son autonomie stratégique. L'Union Africaine (UA) doit chercher un statut d'observateur OCS, accélérer la ZLECAF (intégration régionale, paiements locaux) et exiger des transferts de technologies pour contrôler les chaînes de valeur (minéraux aux algorithmes) et s'affirmer comme un pôle de décision actif mondial.

La Déclaration de Tianjin de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), issue de son sommet de septembre 2025 dans la quatrième ville chinoise, est une affirmation structurante d'un ordre mondial en mutation, dont les implications pour l'Afrique, sur les plans du multilatéralisme, du développement, de la souveraineté et de la sécurité, sont d'une importance stratégique majeure. Centrée sur la coopération, l'égalité et le respect mutuel, cette déclaration propose une architecture internationale alternative à celle qui a longtemps été dominée par l'Occident.

UN MANIFESTE POUR LA TRANSITION VERS UN MONDE MULTIPOLAIRE

L'Organisation de coopération de Shanghai a été créée en 2001, par la Chine, la Russie et quatre États d'Asie centrale (le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan) pour lutter contre les «trois maux» que sont terrorisme, extrémisme, séparatisme. Aujourd'hui, l'OCS s'est agrandie avec l'Inde et le Pakistan (en 2016), mais aussi l'Iran (en 2021) et la Belarus (en 2024). Son mandat a considérablement élargi également et inclut, désormais, une coopération économique et une coordination géopolitique face à l'hégémonie occidentale. Dans cette perspective, la déclaration de Tianjin, adoptée en septembre 2025 par les chefs d'Etat s'apparente à un manifeste pour la transition vers un monde multipolaire.

Pourquoi cette déclaration devrait-elle faire écho en Afrique ? Parce que, depuis les processus de décolonisation initiés au milieu du 20ème siècle, l'Afrique lutte pour traduire l'indépendance politique en autonomie économique et stratégique. Ces tentatives se sont, le plus souvent, trouvées entravées par les structures d'extraction néolibérales. L'OCS, à travers cette déclaration, propose un multilatéralisme fondé sur « l'esprit de Shanghai » (à savoir : équité, confiance mutuelle et développement commun) qui s'oppose aux conditionnalités et aux hiérarchies perçues dans les cadres institutionnels établis après 1945.

Cette Déclaration semble tomber à pic, à un moment de fragmentation internationale et de résurgence des rivalités de blocs, mais aussi de profondes frustrations au sein du «Sud Global» notamment en ce qui concerne les déséquilibres de pouvoir institutionnels et économiques. Alors que l'Afrique cherche depuis longtemps à diversifier ses partenariats pour atténuer la dépendance historique aux Occidentaux, Tianjin formalise une plateforme où de grandes puissances, en pleine croissance, comme la Chine et l'Inde,



définissent des stratégies de coopération et de sécurité en dehors des schémas de l'OTAN ou de Bretton Woods. Face à une «mentalité de guerre froide» et aux politiques de sanctions unilatérales dénoncées par l'OCS, le moment est venu pour les nations africaines de façonner leurs propres trajectoires en tirant parti de ces alternatives qui émergent. L'OCS et ses initiatives parallèles (telles que les BRICS) offrent un contrepoids crédible aux institutions traditionnelles, encourageant l'Afrique à passer du statut d'observateur passif à celui d'acteur stratégique.

DE L'EURASIE À L'AFRIQUE

La Déclaration est portée par des États membres qui s'engagent à défendre le système commercial multilatéral face au protectionnisme et aux tarifs, une position cruciale pour les nations africaines dont les économies de commodités sont directement impactées par la stabilité des marchés internationaux. L'initiative de créer une banque de développement de l'OCS et l'élaboration d'une stratégie de développement pour dix ans signalent un engagement vers des flux de capitaux et une planification stratégique qui pourraient se révéler moins intrusifs et plus orientés vers l'investissement productif que certaines institutions financières traditionnelles.

Pour les acteurs extérieurs traditionnels, cette consolidation eurasiatique est perçue comme un défi à la domination occidentale et une tentative d'établir un multipolarisme dirigé par la Chine. Pour les citoyens africains et les mouvements panafricanistes, la Déclaration représente une opportunité de voir leurs gouvernements reconquérir une influence diplomatique. Elle offre des marchés alternatifs pour les ressources et une influence diplomatique accrue, réduisant ainsi leur vulnérabilité aux pressions économiques externes. En s'ouvrant à l'Afrique via des pays observateurs ou partenaires potentiels, l'OCS propose des plateformes de coopération pragmatique dans le commerce électronique, l'infrastructure numérique et les zones économiques spéciales, visant à combler le fossé technologique et économique.

LA SOUVERAINETÉ, L'ENJEU CENTRAL

Tianjin est une leçon de communication stratégique et de leadership pour la géopolitique

contemporaine. Les messages utilisés par l'OCS se concentrent sur la stabilité régionale, la sécurité alimentaire et énergétique (via le rejet des sanctions), et le développement de haute qualité. Ils ont un double objectif : démontrer aux puissances établies la cohésion d'un bloc alternatif tout en signalant aux pays du Sud, notamment l'Afrique, l'existence d'un partenaire de confiance. La communication ici est un art politique de la négociation montrant que les grandes décisions peuvent être prises en dehors des cercles historiquement privilégiés.

Le leadership se manifeste dans la volonté affichée de mettre de côté les différends bilatéraux, comme le rapprochement sino-indien mentionné. C'est un mode de leadership qui privilégie la coopération stratégique élargie sur la gestion des conflits territoriaux, un modèle qui pourrait inspirer la promotion de l'autonomie et l'intégration continentale africaine.

Mais, l'enjeu central est celui de la souveraineté. La souveraineté, dans le contexte de Tianjin, dépasse le cadre de l'intégrité territoriale. Elle englobe la souveraineté économique, numérique et narrative. La Déclaration de Tianjin dénonce spécifiquement les sanctions économiques et les mesures d'intimidation comme des entraves à la souveraineté des Nations.

Cette Déclaration favorise la souveraineté en promouvant la diversification des alliances et la création d'institutions financières propres (Banque de Développement). La création des « quatre centres de sécurité » témoigne de la volonté de prendre en charge la sécurité régionale sans dépendance systémique extérieure, un impératif pour l'Afrique face à la prolifération des menaces transfrontalières et numériques. Du point de vue de la dimension technologique, l'accent mis sur les infrastructures commerciales numériques et le développement de l'économie numérique dans l'espace OCS est un signal fort que l'Afrique ne peut ignorer pour affirmer sa souveraineté dans les flux de données et les mines numériques.

MULTILATÉRALISME, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ENJEUX SÉCURITAIRES

L'importance de la Déclaration de Tianjin pour les pays africains nécessite que l'on s'arrête sur les 3 domaines suivants : Multilatéralisme, développement économique, les enjeux sécuritaires.

Multilatéralisme



L'OCS se positionne comme un laboratoire du multilatéralisme. Elle refuse la logique de bloc menée par l'Occident. En défendant un multilatéralisme ancré à l'ONU et au droit international, elle crée un espace où la voix de chaque nation peut être entendue sans la hiérarchie implicite des institutions héritées de la Guerre Froide. Cette nouvelle arène permet à l'Afrique de diversifier ses partenaires stratégiques sans être contrainte à une fidélité exclusive. Elle valide la stratégie de «l'amitié à toutes les latitudes» et renforce la position de l'Union Africaine (UA) en tant qu'acteur de négociation global. Le soutien de l'OCS à des positions du Sud Global sur des conflits majeurs, comme l'appel au cessez-le-feu immédiat à Gaza, démontre une convergence d'intérêts narratifs avec l'Afrique.

Développement économique

La proposition de la Banque de Développement de l'OCS, bien que centrée sur l'Asie centrale au départ, signale la volonté de l'organisation de fournir des alternatives de financement et de créer des corridors économiques indépendants. Le financement de projets d'infrastructure, d'énergie, de technologies (IA) et d'économie numérique, mis en avant par la Chine lors du Sommet, correspond aux besoins cruciaux de l'Agenda 2063 de l'UA.

Le grand avantage pour l'Afrique réside dans le potentiel de ces financements à être dénués de conditionnalités politiques souvent associées aux prêteurs traditionnels. La dédollarisation et la promotion des échanges en monnaies locales (une tendance déjà observée par les BRICS et l'ASEAN) sont un levier direct pour la stabilité macroéconomique africaine. Elle permet de réduire le coût de la dette et de mieux contrôler l'inflation importée.

Enjeux sécuritaires

La coopération en matière de sécurité contre le terrorisme et l'extrémisme est un point fort de l'OCS. Pour l'Afrique, particulièrement la région du Sahel et les Grands Lacs, le partenariat avec une organisation qui privilégie la coopération bilatérale/régionale sans imposer des solutions militaires extérieures est attrayant. L'OCS insiste sur le renforcement des capacités internes des États, ce qui correspond à la vision africaine d'une sécurité collective endogène (par exemple, la Force Africaine en Attente). L'engagement sur la prévention des risques liés à l'Intelligence Artificielle est également essentiel, car la sécurité

moderne est de plus en plus liée à la cybersécurité et à la souveraineté technologique.

CONSTRUIRE L'AUTONOMIE

La Déclaration de Tianjin parce qu'elle impose, à l'Afrique, aux Etats africains, aux décideurs africains, une leçon stratégique, exige, en retour, une réponse stratégique.

Intégration stratégique et anticipation :

L'Union Africaine doit construire une position commune vis-à-vis de l'OCS. Il s'agit notamment de chercher activement un statut de partenaire de dialogue ou d'observateur pour influencer directement la gouvernance et les standards de cette nouvelle architecture. Il est essentiel de transformer les intentions de l'OCS en plans d'action concrets pour l'investissement dans les infrastructures critiques africaines (énergie, logistique, numérique).

Souveraineté économique et technologique :

L'Afrique doit reconquérir le contrôle des chaînes de valeur, des minéraux aux algorithmes. Les partenariats avec la Banque de Développement de l'OCS pourraient être conditionnés à l'établissement de capacités de production locales et à des transferts de technologies promouvant une éthique de l'innovation qui garantisse la liberté et l'épanouissement humain. L'Afrique, devenue une force économique autonome, pourrait solliciter de l'OCS un soutien à l'élaboration de ses propres lois sur la gouvernance des données.

Cela exige par ailleurs que l'Union Africaine accélère le déploiement de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) dans la mesure où l'intégration régionale peut contribuer au développement des paiements intra-africains en monnaies locales et encourager l'intégration progressive de devises du Sud Global (Yuan, Roupie, etc) dans les réserves de change. Cela exige aussi de mettre en place une stratégie africaine d'influence, par exemple, en instituant des forums de dialogue réguliers entre l'UA et l'OCS (sur le modèle UA-UE) pour harmoniser les stratégies de développement et de sécurité.



S'AFFIRMER COMME UN PÔLE DE DÉCISION ACTIF

La Déclaration de Tianjin ne crée pas le monde multipolaire, elle en officialise l'émergence et en fixe les règles du jeu pour la prochaine décennie. Elle est un jalon qui cristallise les lignes de fracture d'un système mondial en pleine redéfinition. Pour l'Afrique, elle est un miroir des possibilités et des responsabilités. Le continent ne peut se contenter d'être le réceptacle des stratégies extérieures. Il doit s'affirmer comme un pôle de décision actif.

L'enjeu pour l'Afrique est de tirer profit de cette nouvelle donne multipolaire pour mobiliser la volonté institutionnelle et renforcer la souveraineté des Etats. La renaissance africaine passe par cette capacité à saisir les opportunités offertes par la diversification pour affirmer son autonomie et construire son propre destin au sein des systèmes mondiaux.

ANALYSES.
FORMATIONS.
DÉBATS.
PUBLICATIONS.

CERECK.ORG

CERECK est un think-tank dont la mission consiste à produire des idées, former des leaders, formuler des propositions et diffuser des savoirs pour façonner des solutions en réponse aux multiples défis congolais et africains.